

*NATION, NATIONALISME ET CULTURE :
LA SIGNIFICATION D'UNE ARNAQUE CIVILISÉE*

KALINOV MOST
Revue Anarchiste Internationale
Numéro #2 – Avril 2018

Nous pouvons définir le nationalisme comme un mouvement ou une tendance politique et/ou culturelle visant à la constitution ou au renforcement (dans le cas où elle serait déjà constituée) d'une nation. Mais qu'est-ce donc qu'une nation ? Les concepts de nation varient selon les époques et les endroits – la conception des tribus nord-américaines avant l'arrivée de l'homme blanc en Amérique n'avait rien à voir avec le concept de nation utilisé dans l'Europe du XIXème ou du XXIème siècle, sans parler des hittites au second millénaire avant l'ère chrétienne par exemple. Cependant, toutes ces conceptions se voient résumées dans un mot, nation, à l'origine plus ou moins commune, en particulier en occident, sur le plan historique comme linguistique.

Nation provient originellement d'un mot indo-européen lié à la fois à la nature, à la naissance, à la nativité,... et qui signifie lieu de naissance. Quoique dérivant du latin *natio*, la racine originelle est *gnasci*, de indo-européen *gen*, qui signifie engendrer (mettre au monde) et est aussi lié à *gens*, gente, ethnonyme... cela ramène aussi au terme grec (également d'origine indo-européenne) *ginos*, ou femme, c'est-à-dire celle qui engendre ou met au monde. D'où l'affirmation qu'une nation est un ensemble de personnes engendrées par les mêmes femmes ou nées à un même endroit, et fait référence à des liens de parenté. Lorsque diverses lignées (c'est-à-dire remontant originellement au moment où s'établit le lignage) partant d'un petit groupe d'individus apparentés s'unissent – tout au moins d'un point de vue historique – elles en viennent à former un clan ; l'union de plusieurs clans donne lieu à une tribu, soit l'association de clans apparentés de manière plus ou moins lointaine entre eux, mis au monde au même endroit. L'union de tribus formerait une nation.

Nous avons ainsi affaire à une série de groupes d'individus, engendrés par les mêmes femmes et donc apparentés, qui s'unissent à d'autres groupes d'individus mis au monde par les mêmes et autres femmes au même endroit. Voilà donc le concept utilisé pour la pré-histoire et jusqu'à la formation de la République romaine (509 avant

J.C) et employé par les tribus ou *nations indiennes* nord-américaines presque jusqu'à nos jours.

Mais attention, comme nous allons le voir, il ne faut pas perdre de vue que le mot originel a évolué tout au long de l'histoire.

D'autres éléments vont s'incorporer à cette équation du concept de nation ; l'un d'entre eux est la culture, un autre le peuple, mais comme le disait *Jack the knife*, procédons par parties.

C'est d'abord le peuple qui va être incorporé à la notion de nation. Pour suivre le même raisonnement, que signifie peuple ? Ce terme vient du latin ancien *populas*, également d'origine indo-européenne, qui désigne l'ensemble des jeunes hommes d'un territoire. En effet, *populas* est lié à *puber* ou adolescent et dérive de la racine *pubs*, ou pubis, faisant référence aux poils pubiens – ceux-ci marquant, biologiquement parlant, la fin de l'enfance et le début de la puberté, ce qui à ces époques revenait au commencement de l'âge adulte, âge du mariage, du service militaire, des obligations légales, etc... *Populus* est donc l'ensemble des jeunes hommes ayant des obligations citoyennes. Pourquoi jeunes ? Et bien parce qu'à l'origine de la République de Rome on différenciait les citoyens des sénateurs. Ces derniers recevaient leur nom, *senatores*, du terme *senior* (d'où vient également seigneur), c'est-à-dire ancien. Les sénateurs constituaient le conseil des anciens qui gouvernait la république, s'imposant et légiférant sur ceux qui n'étaient pas anciens, pas vieux et par conséquent jeunes. Bien entendu, comme dans toute bonne société patriarcale qui se respecte, il s'agissait d'hommes puisque, depuis l'époque de la Grèce antique et même avant (même si les choses ont commencé à changer un peu à Rome), les femmes n'étaient pas considérées comme des personnes à part entière, mais plutôt comme des objets sous tutelle.

Par la suite, provenant de la même racine, apparaîtra le terme *plebs* (foule, équivalent en langage châtié de l'époque de notre racaille) pour désigner un groupe social en tension avec les sénateurs, dans ce qu'on a coutume d'appeler une guerre de classes. Il visait

aussi à s'assurer que les sénateurs, prenant sous leur aile ceux qui ne gouvernent pas, les soumettent à leur tutelle, au même titre que les jeunes. Non seulement le peuple n'est pas vieux (au départ), mais il est en outre incapable de se gouverner lui-même et pour cela a besoin de la tutelle de ceux qui, eux, savent, qui ont de l'expérience : les anciens. Cette tradition qui prendrait ses racines dans la préhistoire est partie en vrille avec la naissance de la civilisation.

Évidemment, l'histoire provoque des changements. L'âge va être remplacé par la richesse, et l'on va se retrouver avec des sénateurs jeunes (par exemple Jules César) et de vieux plébéiens. Cette tradition républicaine était déjà présente aux temps de la monarchie romaine (756 - 509 avant J.C), où un conseil d'anciens assistait le roi, mais aussi bien auparavant dans la Grèce archaïque (en théorie les Romains seraient les héritiers des Troyens ayant émigré après la destruction de Troie par les Grecs, probablement au IX^{ème} siècle avant J.C), sans parler d'encore avant.

C'est pour pallier les tensions sociales qu'à l'époque romaine surgit une dénomination intégratrice, dans laquelle *populus* change de sens et en vient à englober l'ensemble des habitants d'un territoire. Logiquement, ceux-ci restent divisés sur le plan social et économique, mais la distinction ne se fait plus entre *populus* et *seniors*. À l'intérieur du *populus*, la division s'établit entre patriciens et plébéiens : patricien, de *patris*, est celui qui vient d'un bon père (dans le sens de connu, respecté), tandis que plébéien découle de *plebs*, multitude, littéralement pléthore ou masse. Cela mérite une attention particulière, car ici se forge aussi le concept de patrie, qui se substitue peu à peu à celui de nation, signifiant le lieu d'où vient le père (*pater*, racine indoeuropéenne de père, patrie, patriote, patricien...).

Le langage est au service de la domination et sert à affirmer une réalité créée ou que l'on veut créer. De la même manière qu'un maton devient un fonctionnaire des prisons, la taule un établissement pénitentiaire, une maison de correction un centre pour mineur-e-s, les

flics des corps de sécurité, le vol de l'appropriation indue (du moins en ce qui concerne les riches, pour les pauvres cela reste du vol) et qu'assassinat est remplacé par neutralisation (quand c'est la police ou l'armée qui tuent), au Vème siècle avant J.C à Rome, *populus* a servi à intégrer toute la communauté (des hommes, comme il se doit).

Mais cela ne s'arrête pas là ; quittons la Rome antique et faisons un bond jusqu'au XVIIIème siècle car, ayant continué à évoluer tout au long du moyen-âge européen, c'est au siècle des Lumières que le terme acquiert son sens actuel.

C'est progressivement à partir de l'État moderne ou absolutiste (au XVIème et XVIIème siècles) que l'État éclairé va surgir, portant en germe l'État libéral, qui sévit aujourd'hui dans le monde, indépendamment du fait qu'il soit démocratique ou pas. En effet, c'est une forme de structure étatique et pas nécessairement un modèle politique, quoique les deux aspects aillent généralement de pair.

L'État éclairé du XVIIIème siècle va rationaliser l'existant, ouvrant la porte, suite à une série de révolutions à la moitié et à la fin de ce siècle et au cours du suivant, à l'apparition de l'État tel que nous le connaissons aujourd'hui. Les Lumières (merci à Montesquieu, Voltaire et Rousseau, bourgeois que revendiqueront ensuite les marxistes et, étrangement, beaucoup d'anarchistes) vont associer nation, patrie et peuple. Ainsi naissent deux conceptions de la nation et de la nationalité.

La première, portée par l'aristocratie réactionnaire, s'établit en termes de race (reprise ensuite par des philosophes allemands tels que Fichte et Hegel, elle a ouvert historiquement la porte au fascisme), définissant la nation comme le lieu où l'on naît, la femme de qui on naît et associant le terme de race à cet endroit. Si l'on est né en Lybie, que l'on émigre en Italie, que l'on s'y installe et qu'on y a une descendance, les enfants ne seront pas italiens (conformément à ce qu'exigent encore de nos jours les lois anti-immigration en vigueur dans ce pays) ; pour être italien, il faut être latin – ce qui, en termes historiques, désigne le groupe humain indo-européen qui s'est

installé à côté des italiotes et des étrusques dans la péninsule italique – de mère latine, etc... C'est d'autant plus curieux qu'au temps de la Rome antique était citoyen romain quiconque vivait sous la juridiction de l'empire, et qu'à la préhistoire un homo sapiens sapiens et un homo sapiens neanderthalensis, pouvaient être nés au même endroit et cohabiter sans problèmes – ces deux espèces humaines l'ont fait en Europe durant des millénaires, y compris en se mélangeant, jusqu'à ce que la dernière disparaisse. Mais pour les pères du nationalisme réactionnaire ou aristocratique, ce sont les liens de sang, et ce qu'ils appellent la « race » qui déterminent la nation.

La deuxième conception est portée par un bourgeois, l'abbé Sieyes, qui définit la nation comme étant composée par ceux qui naissent et vivent à un endroit, quelle que soit leur origine, mais à condition qu'ils partagent une culture. Ainsi le terme culture vient s'ajouter à l'équation.

À cette époque, avec ces deux concepts de nation, apparaît le nationalisme. Une première forme est associée à la notion de race et de patrie, une deuxième, bourgeoise, à la culture. Leur apparition correspond au besoin du nouvel État éclairé d'homogénéiser ses territoires et d'établir un lien unissant ses sujets à la fois entre eux et avec la couronne. Cette manœuvre interclassiste presque sans précédents est destinée à mettre un couvercle sur les tensions sociales « internes », entre riches et pauvres, entre gouvernants et gouvernés, et à les déplacer vers une tension « externe », des « Français » contre les « Allemands », etc... Sieyes y prend sa part, souhaitant d'un côté que la bourgeoisie française réalise une révolution contre l'aristocratie afin d'affirmer les droits de sa classe et de reformer l'État (si nécessaire par la violence puisque les élites ne voulaient rien entendre), de sorte que celui-ci s'adapte aux nouvelles exigences commerciales, la grande bourgeoisie dirigeant le commerce mais sans détenir le pouvoir politique. D'un autre côté, il avait aussi conscience que, les richesses étant aux mains de la bourgeoisie, il continuerait à y avoir des riches et des pauvres... et que les tensions sociales ne disparaîtraient donc pas.

À un moment de son histoire, l'Empire Romain érigea le christianisme en nouvelle religion officielle (et obligatoire) afin d'éviter l'effondrement sous le coup des conflits sociaux, et pour que tout le monde s'identifie à cette nouvelle foi commune plaçant riches et pauvres dans un même bateau – même si ce sont toujours les pauvres qui se retrouvent à ramer. Les bourgeois, premiers libéraux dans un monde en décomposition avec la chute de l'ancien régime, ont poursuivi cette œuvre, en s'attelant à faire en sorte que les habitants riches et pauvres d'un territoire s'identifient à celui-ci, non seulement par une foi commune, mais aussi en fonction d'une origine commune censée recouvrir les tensions sociales : le nationalisme, la nation.

Cependant, Sieyès a reformulé le concept de patrie qui faisait référence à une origine classiste de « bon père », de lignage, de famille noble ou illustre, et pouvait de ce fait exclure ou écarter la bourgeoisie de la logique du pouvoir politique. Il l'a reformulé avec un concept plus approprié que le précédent : oubliés les liens de parenté, tenons-nous en à la culture du lieu de naissance et où l'on vit, quelle que soit l'origine ethnique.

Cette manière de procéder peut aussi s'expliquer par le fait que la France était divisée en différentes *nations* avec leurs diverses langues et cultures : les basques (gascons), les catalans, les occitans, les bretons, les corses, les lorrains, les parisiens, les aquitains, les alsaciens, les wallons... Louis XIV avait déjà fait des tentatives d'homogénéisation en essayant d'imposer une langue commune, le français (puissant entre autre dans le parisien comme référence) ; une religion, la chrétienne ; une culture française destinée à amalgamer tout le monde et à produire une reconnaissance réciproque face à l'autre, celui qui n'est pas français. Plus subtile, la bourgeoisie a vendu l'illusion que la France serait un lieu unique, doté de traits communs exaltés pour que tout le monde se reconnaisse comme faisant partie d'un même projet national (et politique). Est alors invoquée une série de mythes et de légendes s'imposant à tous (même s'ils changent au fil du temps et sont parfois revendiqués par

des secteurs opposés à des fins différentes) : Charlemagne, Jeanne d'Arc (pour ne citer que deux exemples faciles), une littérature commune, une gastronomie, une langue... À partir de là, cette dernière s'imposera à la fois par la force des armes et au travers d'un réseau d'écoles publiques – une fois l'instruction arrachée des mains de l'Eglise – dans un processus lent et disparate, non linéaire et plein de contradictions, mais qui au terme de moult avancées et reculs, finira par aboutir à partir de lignes marquées dès 1793 (reposant elles-mêmes sur des projets antérieurs) et développées ensuite par Napoléon, grand artisan de l'implantation de cette création qui lui causa néanmoins bien du souci. Depuis lors, nous avons affaire à une patrie, basée sur la nation et la culture où tous seraient les sujets égaux de l'Etat national qui en a émergé.

Dans la seconde moitié du XIXème siècle, cette formule magique s'est étendue à l'Espagne, à l'Italie, à l'Allemagne (ces pays ne l'ayant toutefois pas attendue pour faire leurs premiers pas nationalistes)... avec plus ou moins de succès et la force des armes étant généralement employée pour imposer le projet politique et économique du nationalisme bourgeois (neuf guerres civiles/sociales ont secoué l'Espagne en deux cents ans, de 1700 à 1936) : à savoir l'État libéral et national, doté d'un système représentatif libéral bourgeois appelé démocratie, ainsi que d'un système de production capitaliste et d'une économie englobée dans ce même système, le libéralisme économique.

Avec l'invention du football (les anglais en ont fixé les règles à la moitié du XIXème siècle), puis d'autres sports (spectacles de masse du XXème), la formule a cassé la baraque et désormais le chilien, l'espagnol ou le français moyen ne déteste plus son patron, mais la multinationale yanqui [yankee] qui l'« envahit », ou mieux encore le péruvien, le portugais ou le marocain pauvre qui « lui prend son boulot » – la globalisation actuelle venant remédier au refus du règne des multinationales en invitant à détester le pauvre de n'importe où, et surtout à adorer la merde que vendent les riches de partout.

Ainsi, nation équivaut maintenant à peuple, et celui-ci a deux définitions. L'une, courante ou « populaire » : le caractérise comme « tout groupe de personnes constituant une communauté en vertu d'une culture, d'une religion – ou de tout autre élément du même genre – communes ». L'autre, socio-légale en fait le « concept humain de l'État dont chacun des intégrant-e-s est titulaire, non seulement par des droits et devoirs civiques, mais aussi en matière de droits et devoirs politiques ». Inventée par l'appareil étatique pour associer les habitant-e-s d'un endroit à l'État et faire de celui-ci un élément de cette communauté constituée en vertu d'une culture... dont, cela va de soi, il est partie prenante.

Ajouter à cela que le nationalisme a aussi été utilisé historiquement par la bourgeoisie pour que le *populus* se dresse en défense de ses intérêts à elle, généralement contre une autre bourgeoisie (en vue d'une place à la table des grands), nous amène inévitablement à une lecture particulière de la plupart des processus indépendantistes dans le monde, où l'indépendance est posée comme le souhait d'une nation déjà existante de se séparer, tout du moins en théorie, d'une autre l'ayant conquise.

Mais pour finir, qu'en est-il de la culture ¹, concept sur lequel bavent d'émotion aussi bien la droite la plus réactionnaire que l'extrême gauche la plus progressiste, et jusqu'à y compris, malheureusement, beaucoup d'anarchistes ?

La nation est un concept en apparence neutre (*natio*), bien qu'il serve de facteur de cohésion (et qu'en tant que tel il doive être considéré avec méfiance et la plus grande prudence). Certes, il s'est perverti avec le temps, mais quoi qu'il en soit, même au départ, en quoi le lieu où est née une personne peut-il nous importer pour nous lier avec elle ? Plutôt que l'empathie, l'affinité, les rapports réels – est-il possible d'avoir des relations saines et amicales avec quelqu'un qui nous exploite et nous réprime ? Il semble par miracle que oui grâce au nationalisme. Le concept de patrie contient en soi [des] réminiscences fascistoïdes qui, quoiqu'il ait été reformulé par les

marxistes (particulièrement en Amérique latine) continuent à lui donner en de nombreux endroits des relents conservateurs, voire racistes. La notion de peuple liée à l'origine à qui ne commande pas a ensuite été reformulée pour désigner l'ensemble des habitants d'un endroit, mais culture...

Il est déjà en soi problématique de revendiquer une entité abstraite se trouvant au-dessus de l'individu : on parle des intérêts ou de la volonté du peuple mais même si c'était la communauté de celles et ceux qui ne commandent pas, des opprimé-e-s, et pas simplement de celles et ceux qui habitent au même endroit – comme la boulangère, le flic ou le bourgeois –, ces personnes en auraient-elles pour autant les mêmes intérêts et la même volonté ? Quelle est cette volonté, celle de la majorité ? Cette volonté ou cet intérêt peuvent-ils s'imposer à l'individu ? Si tel est le cas, c'est qu'il y a rapport de pouvoir et cela n'a alors pas grand-chose à voir avec l'anarchie. Et le problème s'accroît encore si nous parlons de culture.

Pour terminer comme nous avons commencé, d'où sort la culture ? Et bien de l'agriculture, concrètement du fait de cultiver la terre. Et que signifie cultiver ? Ni plus ni moins que l'exploitation. En cultivant la terre, nous l'exploitons, c'est-à-dire que nous la domestiquons, nous faisons en sorte qu'elle nous donne les fruits que nous voulons, plus ou moins quand nous le souhaitons. La culture vient des groupes humains qui se sont dédiés à l'agriculture (originellement à exploiter la terre), la plus grande opération de domestication de l'humanité consistant à prendre une terre sauvage offrant ses fruits sauvages dans un cycle totalement naturel, et à faire en sorte que cette terre donne les fruits que nous voulons, dans la mesure du possible à notre gré.

Les premières civilisations sont apparues parallèlement à la culture du blé (la première céréale domestiquée en Egypte et au Moyen-Orient), et peu après à la chaleur d'autres céréales au Pérou ou dans le lointain Orient asiatique. Plus besoin d'errer sur terre, il devient ainsi possible de s'installer. Le problème est que le fait de

s'implanter, avec en plus une croissance de la population liée à l'accumulation de nourriture, provoque la disparition du nomadisme matériel et subsistancial du chasseur-cueilleur, le sédentarisme devenant un facteur de contrôle social – comme avec les troupeaux plus faciles à contrôler, de plus en plus d'individus entrent dans ce mécanisme de contrôle en clôturant ce qui divaguait librement dans les montagnes ou les champs. Si en outre on déposède les individus des possibilités de chasse et de cueillette, la subsistance se retrouve aux mains de ceux qui administrent la récolte et son excédent : ainsi apparaît l'État.

Originellement, la culture n'est pas une manière de vivre, c'est la domestication des êtres vivants par une caste gouvernante qui se perpétue et se transforme en Etat pour justifier son rôle. Il existe de nombreuses définitions de culture – et voilà le langage qui refait surface pour faire accepter un *statu quo* donné –, mais l'une d'entre elles très usitée est la suivante : « Les ensembles de savoirs, de croyances et de normes de comportement d'un groupe social, incluant les moyens matériels qu'utilisent ses membres pour communiquer entre eux et résoudre leurs nécessités en tout genre ».

La conception selon laquelle la culture est une manière de vivre a été esquissée de manière embryonnaire par une définition de Cicéron à l'époque romaine, comme par hasard alors même que la République était secouée par le conflit social entre patriciens et plébéiens, entre sénateurs et peuple. Comme d'autres l'ayant précédée et lui ayant servi de base, cette définition a été reprise à partir ... « *oh my God !* », du XVIIIème siècle, au moment où l'offensive homogénéisatrice allait se concrétiser dans l'État national, tandis que se formulaient les Lumières et que l'on semait la graine de la création de l'État libéral. C'est à cette époque que sont nées les premières académies royales, de la langue (à la moitié du XVIIème siècle, la première en Italie a vainement tenté de faire ce qui se réalisa quelques années plus tard en France), des sciences, des arts... puis des sciences sociales, entre autres d'anthropologie et de sociologie. Embryonnaires au XVIIIème siècle, ces sciences participeront, no-

tamment sous l'impulsion d'Auguste Comte (1798-1857), à homogénéiser le savoir pour les intérêts de l'État – ce que l'on pouvait voir venir dès la révolution scientifique du XVIIème siècle. Elles fourniront de nouvelles définitions adaptables aux intérêts du pouvoir, tout en continuant à reposer sur celles de la Grèce et de la Rome antiques – ce n'est pas pour rien que le XVIIIème fut le siècle du néoclassique, où l'antiquité resta une référence « culturelle » et politique, scellant le processus d'éloignement du moyen-âge, ainsi que la naissance et la consolidation de la modernité forgée à partir de la renaissance et culminant au XIXème.

Nation, culture, patrie, peuple, autant de concepts faisandés employés par la bourgeoisie, par la gauche, y compris par l'extrême-gauche et par une partie de l'anarchisme, mais dont l'origine obscure est liée à la domination, au pouvoir et à ses intérêts. Il est clair que ces concepts ont été dotés de diverses significations et souvent transformés, mais presque toujours du fait du Pouvoir qui tente de s'actualiser et de survivre.

La dernière question sera la suivante : voulons-nous continuer à défendre des concepts qui, loin d'être neutres, sont les armes de l'ennemi ?

KALINOV MOST
Revue Anarchiste Internationale
Numéro #2 – Avril 2018

- 1 Nous savons que « culture », dont nous retiendrons ici comme définition « Les ensembles de savoirs, de croyances et de normes comportementales d'un groupe social, y compris les moyens matériels que ses membres utilisent pour communiquer entre eux et résoudre des nécessités de toute sorte », est un terme tellement enraciné qu'il est difficile de ne pas succomber à la tentation de l'appliquer pour faire référence à des communautés ayant un mode de vie similaire, ou pour donner un nom ou une définition à des réalités comme celles que nous avons mentionnées. Il ne s'agit pas tant de déplorer son utilisation (le langage fait partie du pouvoir et si nous commençons à éliminer des termes de manière drastique, nous finirons peut-être par éliminer le langage lui-même) mais plutôt d'éclaircir d'où il provient et avec quelle intention et d'inciter, si on l'utilise, à ce qu'on le fasse toujours de manière critique et jamais selon les critères d'une défense à outrance de ce terme en soi, pas plus que d'autres du même genre, tels que « la culture des peuples », etc. En effet, loin d'être une voie pouvant mener à la libération, cela pourrait amener à renforcer l'oppression existante.